



AMERIQUE/GUATEMALA - Admonition de l'Evêque de Huehuetenango : « Ce n'est pas en ayant recours à la répression que les problèmes se résolvent »

Totonicapán (Agence Fides) – S.Exc Mgr Alvaro Ramazzini Imeri, Evêque de Huehuetenango, a demandé publiquement au gouvernement de répondre aux besoins de la population de Totonicapán par le dialogue et non en ayant recours à la répression. L'Evêque s'est adressé aux représentants des pouvoirs législatif, exécutif et de l'autorité judiciaire, en soulignant qu'ils devraient écouter la population.

Le 4 octobre dernier, les indigènes des 48 cantons de la zone de Totonicapán avaient bloqué en cinq endroits les autoroutes reliant le chef-lieu du département afin de protester contre le prix élevé de l'énergie électrique et la proposition de réforme constitutionnelle présentée par l'Exécutif. L'armée, arrivée sur le lieu de la manifestation, dénommé Alaska, afin de mettre fin aux barrages routiers, a ouvert le feu pour des raisons encore inconnues. Lors de l'affrontement, 6 indigènes sont morts alors que de nombreux manifestants ont été blessés. Le 15 octobre, l'ONU a demandé au Guatemala d'expliquer cette affaire et d'établir un dialogue avec les indigènes.

La note envoyée à l'Agence Fides indique que Mgr Alvaro Ramazzini s'est adressé aux milliers d'indigènes qui avaient participé mardi 23 octobre à la marche pacifique de 7 Km ayant eu lieu sans bloquer les rues. La marche s'est achevée sur la place Saint Michel de Totonicapán, où l'Evêque a conduit la prière pour les morts dans le cadre des incidents d'Alaska et a conclu son intervention par une réflexion publique ayant pour destinataire le gouvernement.

En ce qui concerne la loi sur le développement rural, qui n'est pas prise en considération, Mgr Ramazzini a déclaré : « Il s'agit d'une gifle pour les paysans. C'est comme enfoncer le couteau dans la plaie de nos frères paysans. Il faut changer de mentalité et devenir effectivement représentants des intérêts légitimes du peuple du Guatemala ». Puis, parlant de ce qui est arrivé avec la loi minière, il a déclaré : « le Ministre de l'Energie et des Mines a proposé une réforme sans tenir compte que nous sommes contraires à un modèle de développement basé sur le secteur minier ». (CE) (Agence Fides 25/10/2012)